

Augmentation de l'AME : la gauche a gagné !

écrit par Olivia Blanche | 12 octobre 2024



SEBASTIEN SALOM-GOMIS / AFP

Avant son entrée au gouvernement, le ministre de l'Intérieur Bruno Retailleau appelait à supprimer l'AME (ici en photo le 4 octobre 2024)



SEBASTIEN SALOM-GOMIS / AFP

Avant son entrée au gouvernement, le ministre de l'Intérieur Bruno Retailleau appelait à supprimer l'AME (ici en photo le 4 octobre 2024)

Ils ont prévu de supprimer des postes de profs, mais ils ne touchent pas à l'AME qui nous coûte un milliard. Mieux, ils débloquent encore plus d'argent pour les autres...

POLITIQUE – Le monde médical : 1. Bruno Retailleau : 0.

Alors que le gouvernement présente ce jeudi 10 octobre son [projet de loi de finances \(PLF\) pour 2025](#), accompagné du Projet de loi de financement de la sécurité sociale (PLFSS), une ligne budgétaire a de quoi faire bondir [Bruno Retailleau](#) : celle consacrée à l'Aide Médicale d'État. Un dispositif que le ministre de l'Intérieur, [conformément au Pacte législatif présenté par Les Républicains](#), appelait (a minima) à réformer.

Or, son enveloppe augmente sobrement, passant de

1,1 milliard en 2024 à 1,2 milliard en 2025. Surtout, le texte consacre la philosophie de l'AME, telle que défendue par les soignants. *« Ce dispositif, dont la nécessité sanitaire a récemment été rappelée par la [mission](#) de Claude Evin et Patrick Stefanini, contribue à préserver l'ensemble de la population de risques épidémiologiques et sanitaires »*, fait valoir le gouvernement, précisant qu'il s'agit d'assurer *« l'accès aux soins aux personnes en situation irrégulière dans une visée sanitaire et humanitaire »*. **Ce qui éloigne, a priori, la perspective de voir se réduire le périmètre de l'AME aux seules « urgences », comme le préconisait Bruno Retailleau dans son argumentaire, [contesté par le monde de la santé.](#)**

Dans sa copie, le gouvernement rappelle par ailleurs que ce dispositif est particulièrement contrôlé. *« Ces crédits tiennent compte de l'effet des mesures mises en œuvre depuis plusieurs années en vue de renforcer les contrôles et la lutte contre les abus et détournements de cette prestation : dépôt physique des demandes d'AME en caisses primaires d'assurance maladie (CPAM) ; accès à la base de données Visabio qui permet aux caisses de s'assurer que des étrangers, en situation régulière et devant être couverts par leur État d'origine ou une assurance privée, ne puissent pas bénéficier de l'AME ou des soins urgents »*, détaille l'exécutif, comme pour tordre le cou aux fantasmes qui entoure cette aide qui, rappelons, est sollicitée [par seulement 50 % de la population éligible.](#)

Pour autant, comme pour donner des gages aux pourfendeurs de l'AME, le gouvernement précise que « les dispositifs de contrôle et de lutte contre la fraude sont renforcés afin d'assurer une gestion rigoureuse de ce dispositif ». Mais en l'état, et comme [le souhaitait](#) le ministre de la Santé Geneviève Darrieussecq, le budget de cette aide humanitaire est bien sanctuarisé pour l'année prochaine. N'en déplaise à son collègue de l'Intérieur qui, avant son entrée au gouvernement, [appelait à supprimer l'AME pour récupérer 1](#)

milliard d'euros

https://www.huffingtonpost.fr/politique/video/aide-medicale-d-etat-ame-avec-le-budget-2025-les-defenseurs-du-dispositif-gagnent-une-premiere-bataille_240730.html